

# LEDEVOIR

CAHIER  
**2**

## SUR LA ROUTE

Trop peu, trop tard pour le projet de SRB sur le boulevard Pie-IX? | **B 5**

## SOCIÉTÉ

Le plastique s'est hissé au sommet des menaces à l'environnement. Le remplacer oui, mais par quoi? | **A 5**



## Vettel honore Ferrari au Grand Prix



L'Allemand Sebastian Vettel a remporté dimanche le Grand Prix du Canada, 7<sup>e</sup> manche de la saison de F1. Cette victoire survient 40 ans après la victoire à Montréal de son illustre prédécesseur chez Ferrari, Gilles Villeneuve. À lire en page B 4.

DAN ISTITENE/GETTY IMAGES/AGENCE FRANCE-PRESSE

## III SOMMET DU G7

# La méthode Trump n'émeut pas Ottawa et ses alliés

HÉLÈNE BUZZETTI  
MARIE VASTEL  
À QUÉBEC  
LE DEVOIR

Le coup d'éclat de Donald Trump sera resté sans réponse. Les autres leaders du G7 ont choisi dimanche de ne pas répliquer directement au président américain, qui avait la veille claqué la porte du sommet de La Malbaie en reniant son appui à la déclaration finale pourtant donné quelques heures plus tôt.

Ainsi, les quelques réponses aux gazouillis du président sont plutôt venues des porte-parole des six autres chefs d'État ou de gouvernement. « La coopération internationale ne peut dépendre de colères ou de petits mots. Soyons sérieux et dignes de nos peuples », a indiqué un porte-parole de l'Élysée, ajoutant que des engagements avaient été pris à La Malbaie. « Quiconque les quitterait le dos tourné montre son incohérence et son inconsistance. » De la même manière, un porte-parole de la chancellerie allemande, Angela Merkel, a fait valoir que Berlin s'en tenait au communiqué commun. Le Japon, la Grande-Bretagne et l'Italie n'avaient pas réagi dimanche après-midi.

Du côté canadien, la réplique venue samedi soir provenait du porte-parole du premier ministre plutôt que de Justin Trudeau lui-même. « Le premier ministre n'a rien dit qu'il n'avait pas déjà dit auparavant, autant publiquement qu'en conversations privées avec le président », a écrit sur Twitter Cameron Ahmad.

### D'un extrême à l'autre

Dans l'entourage de M. Trudeau, on semble résigné à gérer l'imprévisibilité du président américain. « Le pendule passe d'un extrême à l'autre à une vitesse effarante », constate-t-on en rappelant que, malgré les gazouillis belliqueux du président avant le sommet, celui-ci s'était montré très avenant dans les rencontres. Cette source explique que le président est toujours poli en personne et que c'est ensuite par personne interposée ou par Twitter qu'il communique ses critiques. « C'est la méthode Trump. »

Samedi en fin de journée, le G7 avait réussi à accoucher d'un communiqué de presse commun auquel s'étaient ralliés les États-Unis. Le passage sur le commerce affirmait « le rôle crucial d'un système commercial international fondé sur des règles » et disait « poursuivre la lutte contre le protectionnisme ». « Nous nous engageons à moderniser l'OMC pour la rendre plus équitable dans les

VOIR PAGE A 2 : G7

## INDEX

Avis légaux..... B2  
Décès..... B4  
Éditorial..... A6  
Grille TV..... B7  
Idées..... A7  
Météo..... B6  
Mots croisés..... B6  
Petites annonces. B4  
Sports..... B4  
Sudoku..... B6

## III FRANCOS

# Marjo, l'indétrônable reine du rock vrai

Pour la première fois depuis 2011, la chanteuse présente un spectacle en tête d'affiche

DOMINIC TARDIF  
COLLABORATEUR  
LE DEVOIR

« Pourquoi j'annulerais? », demande Marjo, la jambe gauche allongée sur une chaise, dans un restaurant de sushis de la 3<sup>e</sup> avenue à Québec. Dans quelques heures, à 21 h 30, la rockeuse montera sur la scène du Quartier de Lune, un bar de 250 places de Limoilou, en claudiquant et en s'aidant d'une canne, accessoire auquel elle s'agrippe à cause de l'entorse qu'elle s'offrirait mercredi avant

de quitter sa résidence de Saint-Sauveur pour une journée de promotion à Montréal.

Mais la canne et le tabouret prendront rapidement le bord. Le riff d'*Illégal* recèlerait-il des vertus thérapeutiques? Toujours est-il que la vénérable blonde platine de 64 ans — qui se faisait remplacer le genou gauche par une prothèse en décembre 2016 — sautillera sur sa jambe en santé comme sur un *pogo ball*, dès la première chanson d'un concert de deux heures. Une entorse? Quelle entorse?

VOIR PAGE A 4 : FRANCOS



MARIE-FRANCE COALLIER LE DEVOIR



## Fin de sommet sur fond de querelle

G7

SUIVE DE LA PAGE A 1

plus brefs délais. Nous nous efforçons de réduire les obstacles tarifaires, les obstacles non tarifaires et les subventions.»

Puis, à la conférence de presse de clôture, M. Trudeau avait réitéré qu'il jugeait « insultant » que les États-Unis invoquent la sécurité nationale pour justifier l'imposition de tarifs sur l'acier de l'aluminium et que le Canada ne se laisserait pas « marcher sur les pieds ».

Entendant ces mots, le président américain, qui avait quitté le sommet de La Malbaie plus tôt dans la journée pour se rendre à Singapour en vue de sa rencontre sur la Corée du Nord, a écrit sur Twitter que M. Trudeau était « docile », « malhonnête » et « faible » et qu'il n'appuyait plus le communiqué final.

### Washington s'empporte

Dimanche, le principal conseiller économique de M. Trump, Larry Kudlow, en a rajouté. « Nous avons donné notre accord, nous avons fait des compromis sur le communiqué, nous nous sommes associés au communiqué, en toute bonne foi. C'est une trahison, a-t-il dit à CNN. Il [Justin Trudeau] nous a doublés, pas seulement le président Trump, mais aussi les autres membres du G7. »

Le conseiller au commerce du président, Peter Navarro, a pour sa part dit sur les ondes de Fox News qu'il y avait « une place réservée en enfer pour tout leader étranger qui entame de mauvaise foi une relation diplomatique avec le président Donald Trump et qui tente de lui planter un cou-teau dans le dos ».

La ministre canadienne des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, n'a pas voulu répliquer. « Nous ne pensons pas que c'est une façon utile ou productive de travailler. Nous nous abstenons particulièrement de faire des attaques *ad hominem* quand il s'agit de nos alliés. » L'entourage de M. Trudeau a noté que, dimanche midi, la délégation américaine n'avait toujours pas demandé que soit rediffusé le communiqué lesté de la signature de Washington.

Il n'y a pas d'unanimité américaine sur le sujet, même au sein des rangs républicains. L'influent sénateur John McCain s'est adressé aux « alliés » des États-Unis sur Twitter. « La majorité des Américains des deux allégeances politiques demeure en faveur du libre-échange, de la mondialisation et des alliances basées sur des valeurs communes depuis de 70 ans. Les Américains sont avec vous, même si notre président ne l'est pas. »

### Des précédents

Selon le professeur de l'Université de Toronto John Kirton, qui a fondé et qui dirige le Groupe de recherche sur le G7, la discrétion des leaders face à la dernière sortie de M. Trump est compréhensible. « Les gazouillis de Donald Trump n'ont pas donné lieu à une escalade de la part des autres leaders, qui n'ont pas gazouillé en retour. C'est normal, parce que les leaders et leur délégation étaient dans les rencontres. [...] Quand Donald Trump écrit sur Twitter que Justin Trudeau a menti, tous ceux qui étaient dans les rencontres savent que c'est faux. Ils savent que Justin Trudeau n'a pas utilisé en conférence de presse des mots qu'il n'avait pas utilisés auparavant. Mais ils savent aussi que M. Trump a une conception de la vérité qui n'est pas la même que tout le reste du monde. Et ils savent aussi que de plus de plus de gens aux États-Unis appuient M. Trudeau et pas M. Trump. »

A son avis, ce revirement de situation n'est pas sans précédent dans l'histoire des sommets du G7. Il rappelle celui de Versailles, en 1918 en plein cœur de la guerre froide. Les leaders avaient accouché d'une déclaration de compromis à propos d'un pipeline russe, mais avaient tout de suite après, dans leur briefing national respectif, chacun affirmé ne pas avoir changé de position! « C'était bien plus grave que samedi soir! » Et pourtant, les choses se sont tassées dans l'année.

Reste que le premier ministre japonais, Shinzo Abe, qui en était à son sixième sommet, a relaté que les discussions à La Malbaie avaient donné lieu à « des débats intenses » comme il n'en avait jamais vu.

Avant que tout déraile, Justin Trudeau avait déjà minimisé la gravité d'un désaccord entre les États-Unis. « Ceux qui pensaient qu'une visite à Charlevoix — bien que ce soit magnifique ici et que les gens soient très aimables — allait complètement changer l'approche philosophique et idéologique du président avaient peut-être des attentes un peu trop élevées... » Prescient, il avait même dit que « le président continuera de dire ce qu'il dit à plusieurs occasions ».

Avec La Presse canadienne

### Rectificatif

Dans le texte d'Hélène Buzzetti intitulé « Au G7, les humeurs d'un président » et publié en page A1 de notre édition du samedi 9 juin 2018, on aurait dû lire que c'est le président américain, Donald Trump, et non le premier ministre canadien, Justin Trudeau, qui a lancé à la blague : « Je suis sûr qu'il est content » à propos de son départ hâtif du sommet du G7. Nos excuses pour cette confusion.

## Une photo exceptionnelle tirée du G7



Croquée par le photographe officiel du gouvernement allemand lors d'une séance à huis clos samedi matin dans le cadre du sommet du G7, cette photo a depuis fait le tour du monde. On y voit la chancelière allemande, Angela Merkel, qui surplombe le président américain, Donald Trump. À ses côtés, le président français, Emmanuel Macron, semble pointer du doigt ce qui deviendra le communiqué conjoint présenté en clôture de l'événement diplomatique hautement médiatisé. À sa droite, les bras croisés, le premier ministre japonais, Shinzō Abe, observe la scène.

JESCO DENZEL GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ALLEMAND VIA ASSOCIATED PRESS

### ANALYSE

## Le G7, un exercice contrariant pour Donald Trump

**La plupart des problèmes importants ne se régleront qu'avec la coopération d'un grand nombre de pays. Que cela plaise au président américain ou pas.**

ÉRIC DESROSIERS  
À QUÉBEC  
LE DEVOIR

Au moment de se sauver du sommet du G7 à La Malbaie avant même qu'il soit terminé, Donald Trump s'est vanté samedi d'être capable de juger en cinq secondes de la valeur d'une personne et de savoir en une minute si une entente est possible avec elle ou non. Il parlait alors de sa prochaine rencontre historique avec le leader de la Corée du Nord, Kim Jong-un, mais on peut présumer qu'il avait aussi utilisé ses super pouvoirs lors de ses rencontres avec ses six autres homologues. Il a dû se rendre compte alors que, en dépit de toutes leurs politesses et ronds de jambe, ils ne partageaient pas vraiment ses points de vue sur un vaste ensemble d'enjeux, notamment sur le commerce international, les changements climatiques et le nucléaire iranien.

La mésentente n'avait rien de nouveau et s'étalait devant nos yeux depuis plusieurs semaines déjà. Le ton de plus en plus acrimonieux de certains échanges à l'approche du sommet, tout de suite remplacé par des blagues et de grandes tapes dans le dos une fois arrivé à La Malbaie, tenait plus du théâtre politique que de revirements sur le fond. Il aurait été très étonnant, dans ce contexte, et hautement suspect, qu'on annonce, au terme de seulement quelques heures passées ensemble, une entente sur les questions litigieuses.

Des gens seront prompts à y voir la preuve de l'inutilité de ce genre d'exercice, peut-être Donald Trump lui-même. Le président américain ne

manque jamais une occasion d'exprimer le peu de valeur qu'il accorde à ces discussions à plus de deux acteurs et sa conviction que l'intérêt général ne sera jamais mieux servi que lorsque chaque pays défendra au maximum de son influence ses intérêts particuliers.

### Commander la coopération ?

Le problème avec cette approche est que, n'en déplaise au chef de la Maison-Blanche, plusieurs des enjeux qui lui tiennent à cœur (comme les pratiques commerciales déloyales du géant chinois, la gestion des flots migratoires et le terrorisme) ou qui devraient l'intéresser (comme les paradis fiscaux, la place des travailleurs ordinaires à l'ère des nouvelles technologies et les changements climatiques) nécessitent une approche concertée d'une masse critique de pays.

L'autre problème est que cette coopération internationale ne se commande pas, même quand on demeure la plus grande puissance économique et militaire au monde, mais se gagne patiemment à force d'influence, de compromis et d'alliances basées sur la confiance.

C'est parce que ce genre de progrès sont si lents et si difficiles à obtenir que les autres membres du G7 faisaient la tête à Donald Trump en fin de semaine après qu'il eut rayé le nom de son pays de l'Accord de Paris sur le climat obtenu de haute lutte, tourné le dos à l'entente à huit sur le nucléaire iranien et choisi de « bulldozer » les règles commerciales internationales dans l'espoir d'arracher des concessions aux uns et aux autres.

Le président américain pourrait se défendre en disant qu'il ne fait qu'appliquer le programme politique qui l'a fait élire par la population américaine, ce à quoi les autres lui rétorqueraient qu'eux aussi ont des comptes à rendre à leurs citoyens et que le devoir des élus est de savoir écouter, mais aussi de convaincre leurs populations.

Donald Trump et d'autres en concluront peut-être que le G7 est décidément un forum qui a perdu de sa pertinence. Le président américain a notamment déclaré cette semaine qu'il ne comprenait pas pourquoi la Russie en avait été exclue. Ce qu'on entend plus souvent dire, c'est qu'une réunion internationale sans des géants comme la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et le Nigéria, mais aussi le Mexique, l'Indonésie ou des pays du golfe Persique, ne peut pas prétendre s'attaquer sérieusement aux principaux enjeux. C'est juste, mais ce qui est vrai aussi, c'est que l'un n'empêche pas l'autre et que, si l'on a déjà du mal à s'entendre au sein du G7, ce ne sera pas plus facile au sein du G20 avec des régimes qui ne croient ni à la démocratie ni au libre marché.

### L'éducation de Donald

Pour l'organisateur de la fête cette année, Justin Trudeau, le sommet du G7 aura permis de réaliser quelques avancées sur des questions importantes — comme l'éducation des filles pauvres, la réduction de la pollution plastique et l'adoption d'une position commune contre l'interférence des forces étrangères (Russie) dans leurs processus démocratiques — qui seront loin de satisfaire tout le monde. Son principal accomplissement aura peut-être été de parvenir à rassembler tout le monde autour de la table, ne serait-ce que pendant quelques heures, et de faire vivre le projet d'un forum où les chefs peuvent se parler franchement des vraies affaires.

Pour Donald Trump, le sommet de La Malbaie aura été une (rare) occasion d'être exposé personnellement à des gens influents qui ne partagent pas ses opinions, qui n'hésitent pas à corriger ses contrevérités et qui n'ont pas peur de lui résister. Cette expérience, sans doute extrêmement contrariante, est une façon comme une autre de faire son éducation sur la complexité de la réalité mondiale et l'impossibilité de s'y attaquer seul.



L'honorable Chrystia Freeland  
Ministre des Affaires étrangères du Canada

## Le Canada dans un monde en changement

CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL

Mercredi 20 juin 2018 • de midi à 14 h

Le Centre Sheraton Montréal • 1201 boul. René-Lévesque Ouest

Avec l'appui de :



INSCRIPTION • CORIM.QC.CA • 514 340-9622

## Votre misère, Madame

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



**D**e vieilles amendes impayées, il y en a pour 2120,88 \$. Incapable de les régler, Valérie Brière, une mère seule, s'est retrouvée menottée aux mains, escortée jusqu'à une cellule, obligée de laisser derrière elle sa fille de 7 ans et son fils de 4 ans. À Québec, une peine de 101 journées d'incarcération lui a été imposée. Un juge en a ainsi décidé.

Entre 2001 et 2006, au temps où elle en était réduite à vivre à la rue, Valérie Brière s'était vu mettre sous le nez cinq constats d'infraction pour avoir mendié, un autre pour flânerie, deux encore pour avoir tenté de gagner de l'argent en lavant des pare-brise, puis un dernier pour s'être soulagée dans un lieu public. Plus d'une décennie a passé. Sa vie a changé. Pas la société.

Tout un système se justifie et se paye à même le malheur d'autrui. Au prix de combien de coûteuses démarches s'est-on entêté à toucher cette taxation sur la pauvreté jusqu'à conduire cette femme en prison ?

Ce cas est loin d'être unique en matière de mesures iniques. Des taxes sur la misère ont bien force de loi ici et là, même si, en plusieurs endroits, comme à Montréal, elles ont été abandonnées depuis quelques années pour cause d'inefficacité et d'amoralité. Les municipalités demeurent cependant libres de faire comme elles l'entendent. À Québec, des fonctionnaires se sont donc empressés de soutenir que le cachot pour cette mère constituait bien une façon légitime et légale pour récupérer l'argent que lui réclamait la cité.

**À la prison de Québec, le coût d'une incarcération s'élève à au moins 213 \$ par jour. Pour se donner l'illusion de toucher les 2000 \$ d'amendes dus par Valérie Brière, cette ville s'est donc engagée à en dépenser plus de 21 500 \$.**

Régis Labeaume, le maire, s'est même empressé d'affirmer qu'il n'éprouvait aucun malaise devant cette sentence : « Pourquoi on n'annule pas les amendes ? Parce qu'on pense que ce n'est pas une bonne idée, parce qu'il faut que les gens sentent qu'il faut qu'ils se forcent pour tenter de se refaire. »

À la prison de Québec, le coût d'une incarcération s'élève à au moins 213 \$ par jour. Pour se donner l'illusion de toucher les 2000 \$ d'amendes, cette ville s'est donc engagée à en dépenser plus de 21 500 \$. Sans compter bien sûr le salaire des officiers de justice et les coûts sociaux qui découlent du fait de priver de leur mère de très jeunes enfants. De votre misère, Madame, nous tirons des jours de paye...

Imaginons plutôt que la Ville ait offert 21 500 \$ à cette mère pour l'aider à se tirer pour de bon d'affaire ?

Après qu'elle eut passé une semaine et demie en cellule, un groupe de citoyens est parvenu à la faire sortir de prison. « Si une société incarcère des gens pour non-paiement d'une amende, ça ressemble quasiment au Moyen Âge, quand on emprisonnait des gens pour dettes », a affirmé le juge Richard Grenier en cassant le jugement précédent. L'affaire promet d'être à nouveau contestée devant les tribunaux.

Mais c'est une erreur de s'attarder seulement aux événements les plus récents pour comprendre la violence qui s'abat sans cesse sur ceux qui souffrent d'insécurité économique.

L'idée qu'il faille punir la pauvreté plutôt que de réformer la société qui la crée nous vient de loin et en bonne partie d'Angleterre. Sous le règne d'Édouard VI, les individus considérés comme capables de travailler mais qui ne trouvent pas à le faire sont soumis à l'esclavage. À titre dissuasif, parce qu'ils commettent ce crime infâme de ne pas travailler, on en pendait en moyenne 400 par année.

En 1572, toujours en Angleterre, un acte royal réitére l'usage du fouet pour les sans-travail. Ceux qui sont capturés se voient envoyés dans des *workhouses*. Ces maisons de travail soumettent les indigents à d'incroyables mesures de discipline. Ceux qui ne travaillent pas seront aussi stigmatisés par une marque au fer rouge appliquée dans la main ou sur l'oreille. Le mot travail ne tire pas pour rien son origine du latin *tripalium*, un instrument de torture.

Les lois sur le bien-être social adoptées en Amérique du Nord britannique s'inspirent de la Loi des pauvres votée en 1601. Elizabeth Ire punit le fait d'être pauvre. Elle oblige au travail les démunis, indépendamment de leur faible scolarité, de leur mauvaise santé et du très faible salaire auquel ils sont ainsi réduits. Et l'assistance publique décourage quiconque d'y recourir, au risque d'encourir la honte sociale.

Dans son dernier plan de lutte contre la pauvreté, le ministre François Blais propose des mesures en faveur d'une « justice plus humaine ». On peut lire dans ce plan que « la judiciarisation des personnes en situation d'itinérance ou vivant avec un trouble mental est une réponse inadéquate à des problèmes sociaux complexes ». Mais le gouvernement se garde bien pourtant de hausser le ton lorsqu'il est question d'un cas aussi dérangeant que l'histoire de cette jeune mère de Québec.

En 1697, une loi imposait aux pauvres le port d'un insigne qui les désignait comme tels. Les archives judiciaires rapportent alors les cas nombreux de femmes dont les maris disparus, broyés dans la gueule de ce système, les conduisent à devoir voler du pain pour nourrir leurs enfants. La condition extrême de ces femmes ne les empêche pas pour autant d'être arrêtées pour atteinte à la propriété. Nombre d'entre elles, pour des sommes en vérité minimes, sont jugées, condamnées et pendues.

On ne pend plus. Mais à l'heure de la constante expansion de la pauvreté au nom des forces du marché, cela suffit-il pour ne pas remettre en cause ce système cruel et dépassé dont nous avons hérité ? Votre misère, Madame, révèle la pauvreté de notre pensée.



Le maire John Pineault évalue les besoins de sa municipalité à environ 30 millions de dollars, trois fois moins que ce qui a été dépensé pour Hydrocarbures Anticosti.

CAROLINE MONTPETIT  
LE DEVOIR

## Deux millions pour fermer des puits pétroliers sur Anticosti

ALEXANDRE SHIELDS  
LE DEVOIR

La facture assumée par l'État québécois dans la saga Anticosti gonfle encore un peu, a appris *Le Devoir*. Le gouvernement devra financer les travaux de « fermeture » de deux puits forcés par des entreprises privées bien avant le projet Hydrocarbures Anticosti, une opération qui coûtera au moins deux millions de dollars.

Dans la foulée de l'abandon du projet d'exploration pétrolière Hydrocarbures Anticosti, financé en majorité par des fonds publics, le gouvernement a accepté de prendre en charge des puits forcés au fil des ans sur l'île.

Le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) prévoit donc de dépenser cet été plus de deux millions de dollars pour la « fermeture définitive » de deux puits situés dans l'est de l'île. Ceux-ci ont été forcés en 2010 dans le cadre d'un partenariat entre Corridor Ressources et Pétrolia. La profondeur de ces puits dépasse les 1000 mètres, mais aucune autre information n'est disponible publiquement sur l'état de ces puits.

Selon ce qu'a précisé le MERN, ce seraient les deux seuls puits qui nécessiteraient des travaux sur Anticosti, où plus de 30 puits ont été forcés au fil des

ans. En plus de ces puits, le gouvernement a hérité de plus de 85 % des puits forcés depuis 1860 sur le territoire québécois, soit plus de 800 puits. Et plusieurs d'entre eux sont tout simplement introuvables.

Cette nouvelle facture de deux millions pour l'État québécois s'ajoute aux 92 millions de dollars déboursés dans le cadre du projet Hydrocarbures Anticosti, lancé par le Parti québécois en 2014.

Le gouvernement Couillard a ainsi versé des compensations aux entreprises partenaires du projet. Pétrolia (rachetée depuis par l'entreprise albertaine Pieridae Energy) a reçu 20,5 millions, tandis que Corridor Ressources recevait 19,5 millions et Maurel Prom, 16,2 millions.

Qui plus est, le gouvernement a choisi de dédommager les deux autres entreprises qui possédaient des permis sur l'île, mais qui ne faisaient pas partie du projet de recherche de pétrole et de gaz de schiste. Junex a donc reçu 5,5 millions pour renoncer aux cinq permis qu'elle détenait depuis 2007. Un dernier joueur, TransAmerican Energy, a reçu 305 694 \$ pour céder son seul permis détenu sur Anticosti, et ce, depuis 2009.

Ressources Québec a également injecté 29,9 millions dans les travaux

d'exploration sur Anticosti. Ce montant ne tient toutefois pas compte des fonds publics déboursés pour la réalisation de l'évaluation environnementale stratégique sur l'île d'Anticosti, entre 2014 et 2016.

### Forum

Le montant dépensé dans l'aventure Hydrocarbures Anticosti représente trois fois la somme jugée nécessaire par la municipalité de L'Île-d'Anticosti pour mettre en œuvre son « plan de développement stratégique ». En incluant le projet de traversier qui permettrait d'améliorer substantiellement l'accès à la plus grande île du Québec, le maire John Pineault évalue en effet les besoins à environ 30 millions.

La municipalité insulaire attend toujours un engagement financier de la part de Québec, qui a promis de protéger toute l'île d'ici 2020, en plus de soutenir la candidature d'Anticosti à l'UNESCO.

Anticosti organise d'ailleurs, les 22 et 23 juin, un « Forum du futur », afin de discuter du développement de la communauté, et notamment de développement touristique, mais aussi de protection et de mise en valeur du territoire. La ministre de l'Environnement, Isabelle Melançon, doit y prendre la parole, selon des informations transmises au *Devoir*.

## Québec solidaire dévoile sa politique en matière d'inclusion

Le parti propose pour le secteur public un taux d'embauche de 25 % au sein des communautés culturelles

FRANÇOIS DESJARDINS  
LE DEVOIR

Le Québec a un tel retard à corriger en matière d'inclusion qu'il faudrait que le secteur public se fixe un taux d'embauche de 25 % au sein des minorités visibles et ethniques jusqu'à ce que celles-ci représentent 18 % de la main-d'œuvre, affirme Québec solidaire (QS).

Convaincu d'un « coup de barre » à donner, le parti a dévoilé dimanche une politique qui, s'il était porté au pouvoir, prévoirait aussi la création de « Carrefours d'accueil en immigration ». Ceux-ci joueraient un rôle de « guichet unique » permettant d'orienter les nouveaux arrivants vers des services comme l'aide à l'emploi ou des cours de francisation.

« C'est là que le Parti libéral, qui est là depuis 15 ans, a le plus échoué : face aux nouveaux arrivants et arrivantes, face aux gens de la diversité culturelle, des minorités visibles », a dit la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques, Manon Massé, lors de la présentation de la politique dimanche en compagnie du dé-

puté Amir Khadir, d'Andres Fontecilla, qui se présentera dans Laurier-Dorion, et de plusieurs autres candidats.

« Dans la fonction publique, il y a des règles. Elles sont à peine respectées. D'ailleurs, il manque énormément d'employés issus de la diversité culturelle au sein du secteur public », a ajouté M<sup>me</sup> Massé. « Il faut un coup de barre. » Québec solidaire souhaite que le taux de représentation des communautés culturelles soit le même que dans la société, soit d'environ 18 %. D'ici 2024, la fonction publique devrait embaucher un « minimum » de 3750 personnes, a-t-elle dit. Le parti politique souhaite aussi travailler à la reconnaissance des compétences de l'étranger.

En mars 2017, les communautés culturelles comptaient pour 9,4 % des employés du secteur public, selon le Secrétariat du Conseil du trésor. Le gouvernement Couillard a déjà affirmé que le taux d'emploi des immigrants qui sont au Québec depuis plus de dix ans (81,9 %) est inférieur à celui des gens nés au Canada (86,2 %).

À quelques mois des élections, les an-

nonces se succèdent. Le gouvernement Couillard a récemment annoncé une stratégie de la main-d'œuvre 2018-2023 qui promet une somme de 1,3 milliard sur cinq ans. Le plan insiste sur la francisation, mais aussi sur la réduction des délais dans la remise des certificats de sélection.

Le Parti québécois a proposé il y a deux semaines de travailler sur la sélection des immigrants en fonction notamment de leur connaissance du français. Il souhaite aussi qu'ils choisissent de s'installer pas seulement à Montréal, mais en région.

Du côté de la CAQ, des documents révélés récemment par *L'actualité* montrent que le parti veut mettre un accent particulier sur la francisation et souhaite réformer « en profondeur » le ministère de l'Immigration.

Outre les investissements supplémentaires en francisation, QS souhaite impliquer les entreprises. Par exemple, l'application de la loi 101, qui vise actuellement les entreprises de 50 employés et plus, couvrirait désormais les sociétés de 20 employés et plus.

## EN BREF



Les installations de Kinder Morgan à Edmonton  
JASON FRANSON LA PRESSE CANADIENNE

### Une fuite de l'oléoduc Trans Mountain déverse 4800 litres de pétrole brut

KAMLOOPS (C.-B.) — Les autorités révèlent que le déversement de pétrole brut causé par une fuite de l'oléoduc Trans Mountain, il y a deux semaines, était 48 fois plus important que ce qui avait initialement été rapporté. Le ministère de l'Environnement de la Colombie-Britannique indique que le volume de pétrole qui s'est écoulé dans la nature, d'après les relevés de la station Darfield en date du 27 mai, s'élève à 4800 litres. Au moment de l'annonce de la fuite, le ministère avait avancé un volume de 100 litres seulement. Deux jours après la fuite, le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, annonçait que le gouvernement achetait l'oléoduc et tous les actifs de base de Kinder Morgan pour 4,5 milliards de dollars.

La Presse canadienne

### Situation « irrégulière » à l'UQO

La composition du conseil d'administration de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) est « irrégulière », affirme le Syndicat des professeurs de l'UQO (CSN), qui demande à la ministre de l'Enseignement supérieur de corriger la situation. Le mandat des membres nommés par Québec est de trois ans et est renouvelable une seule fois. Or, certains membres du conseil siègent encore même si leur second mandat est terminé, selon le syndicat. Invité à commenter, le cabinet de la ministre Hélène David a indiqué au *Devoir* dimanche que des nominations au conseil devraient avoir lieu bientôt.

Le Devoir

### Un nouveau fonds de technologie financière

Des investisseurs institutionnels mettent sur pied un fonds de 75 millions pour soutenir des jeunes pousses spécialisées en technologie financière et en intelligence artificielle appliquée aux services financiers. Une première somme de 50 millions a été annoncée à l'automne par le Mouvement Desjardins et la Caisse de dépôt et placement, mais voilà que la Financière Sun Life, le Fonds FTQ et La Capitale ont décidé d'embarquer également. Le fonds, qui portera le nom « Luge Capital », prévoit des investissements se situant entre 250 000 \$ et 2 millions.

Le Devoir

## ÉDUCATION

# Plus d'autonomie pour moins de disparité socio-économique

Le dernier rapport du PISA se penche sur l'administration des écoles

FLORENCE SARA G. FERRARIS  
LE DEVOIR

Les partisans d'une plus grande autonomie pour les écoles publiques québécoises risquent de trouver des munitions dans le dernier rapport sur les politiques scolaires du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE.

Ainsi, alors qu'*a priori*, on pourrait penser qu'en accordant plus d'indépendance aux écoles, on risque d'accroître les disparités entre les établissements et, par le fait même, nuire à la réussite des élèves évoluant dans des secteurs moins bien nantis, il n'en est rien, souligne le document rendu public lundi. En fait, ce serait même le contraire, observent les rapporteurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) responsables du PISA sans toutefois établir un lien de causalité entre les deux.

« Plusieurs pays [comme l'Irlande, par exemple] réussissent à accorder beaucoup d'autonomie aux écoles sans compromettre pour autant l'équité entre les établissements et les élèves, peut-on lire dans le document qui compile les données de 2015 de plus de 70 pays répartis sur cinq continents. Dans certains cas, on a même vu s'amincir les écarts entre les écoles défavorisées et favorisées. »

Et cette plus grande autonomisation peut prendre plusieurs formes : de l'embauche du personnel à la répartition des classes, en passant par l'établissement d'échelons salariaux qui tiennent compte de la charge de travail. Cette manière de faire, indique le rapport, repose sur le fait que ce sont les acteurs locaux qui ont une connaissance fine des enjeux et des besoins spécifiques à leur milieu, ils sont donc les plus compétents pour intervenir sur le terrain.

### Mesures de rétention

À l'heure actuelle, c'est dans les classes des écoles les plus défavorisées que l'on retrouve les enseignants les moins qua-



C'est dans les classes des écoles les plus défavorisées que l'on retrouve les enseignants les moins qualifiés et expérimentés, note-t-on dans le rapport.

GUILLAUME LEVASSEUR LE DEVOIR

lifiés et expérimentés, note-t-on également dans le rapport. Cette réalité, qui est encore plus marquée dans les pays où la répartition des effectifs est basée sur l'ancienneté, comme c'est le cas au Québec, a un impact direct sur la performance des élèves. Elle tendrait aussi à creuser le fossé qui existe déjà entre les écoles favorisées et défavorisées.

En décentralisant certains pouvoirs, comme les salaires, les écoles moins bien nanties seraient peut-être plus à même d'attirer — et de retenir — les enseignants, font remarquer les observateurs du PISA, et ce, malgré les difficultés liées à leur situation socio-économique particulière.

À cet égard, la Commission scolaire de Montréal proposait en février dernier que le gouvernement du Québec mette sur pied un système de prime pour récompenser les enseignants des secteurs

défavorisés de Montréal. Pour l'heure, les enseignants reçoivent presque la même rémunération, peu importe où ils enseignent au Québec. Loin de faire l'unanimité, l'idée avait, entre autres, été décriée par le syndicat qui représente les enseignants montréalais.

### Équilibre à trouver

Le rapport du PISA souligne tout de même qu'une décentralisation des pouvoirs en milieu scolaire peut avoir des contrecoups non négligeables, notamment sur la répartition des ressources matérielles et sur la vocation même des établissements scolaires. Pour limiter les dérapages, le rapport souligne l'importance de mettre en place des mesures d'encadrement et des mesures incitatives pour s'assurer que les écoles et leur direction gardent le cap sur leur mission éducative.

## La voix de Marjo

### FRANCOS

SUITE DE LA PAGE A 1

D'autres artistes annulent des dates pour la moitié du quart d'une blessure à la cheville, lui faisait-on valoir au cours d'une brève, mais fiévreuse, entrevue. « Ben non, ben non, on n'annule pas, on n'annule pas », martelait-elle, avec la détermination de la mariée qui veut se rendre jusqu'à l'autel, malgré un futur mari mal remis de son enterrement de vie de garçon de la veille. « On continue, on s'assoit sur un tabouret, pis on joue. C'est une voix que les gens viennent entendre, han, pas un pied qu'ils viennent voir. »

Bien sûr que les gens ne viennent pas seulement voir un pied, mais les fans de Marjo ne viennent pas non plus exactement seulement entendre une voix. Si le spectacle en trio acoustique qu'elle promène depuis quelques années dans toute sorte de petits lieux chaleureux, mais pas forcément somptueux, pourrait ressembler à la dernière scène d'un *biopic* se concluant dans la déchéance ou l'oubli, la soirée de vendredi au Quartier de Lune tourne rapidement à la salvatrice séance de karaoké de groupe. Il y a chez Marjo une intensité toujours proche de la

transe, et cousine de la dignité, bannissant l'hypocrisie et la demi-mesure de toutes les scènes, grosses ou petites, sur lesquelles elle monte.

Plusieurs groupes d'amis — des hommes, mais surtout des femmes de 35 à 55 ans — se crieront ainsi jusqu'à minuit, yeux dans les yeux, les *power ballades* de leur idole, avec dans la voix une vulnérabilité permettant de croire que ces refrains d'espoir-malgré-l'adversité les ont bercés pendant d'irrespirables moments de détresse.

Elles savent ce dont Marjo parle quand elle chante que « trop souvent on fait semblant d'aimer ». Elles savent aussi ce dont Marjo parle quand elle chante qu'il y a « trop d'amour qui dort ». Une version de *Provocante* avec guitare sèche et cajón apparaît comme une gigantesque mauvaise idée, jusqu'à ce que l'on mesure à quel point le rock des hymnes de Marjo ne loge pas dans leurs guitares lascives, mais bien dans l'espace d'inaliénable authenticité qu'ils aménagent, entre elle et son public.

### L'âme de la chanteuse

« Quand je chante qu'il y a trop d'amour qui dort, c'est parce que je trouve que le monde fait trop semblant », explique celle qui participe mercredi aux Francos avec un groupe rock complet, ainsi qu'au Festival en chanson de Petite-Vallee, début juillet. « Je cherche l'amour. Je cherche la liberté. Je cherche la vérité, toujours la vérité, mais je vais chercher longtemps, je pense, parce que les gens ont toujours deux visages et, quand on découvre le deuxième, on est moins content. » La vérité : éternelle denrée rare, sauf dans un *show* de Marjo.

Elle a un peu fait la synthèse de toutes les grosses rockstars. Dans une seule personne, t'as Steven Tyler, Joan Jett, Robert Plant. Marjo se tient à côté d'eux sans gêne.

LES DEUXLUXES



Mais qu'est-ce qui fait de Marjolène Morin Marjo? « C'est son âme qu'elle nous présente sur scène, c'est pour ça que c'est puissant! », lancent presque en chœur Anna Frances Meyer et Étienne Barry, alias Les Deuxluxes, qui chantaient *Illégal* avec sa créatrice en 2016 à *Belle et Bum*. « Tu ne peux pas "faker" ce qu'elle fait. Ça vient du cœur. »

« Elle a un peu fait la synthèse de toutes les grosses rockstars. Dans une seule personne, t'as Steven Tyler, Joan Jett, Robert Plant. Marjo se tient à côté d'eux sans gêne. C'est ce même niveau de *showmanship* là », poursuivent ceux qui louent aussi la voix puissante et juste de leur aînée, ainsi que ses qualités de compositrice, trop rarement célébrées.

« C'est parce que je ne m'en vante pas! », pense la principale intéressée, qui ne joue d'aucun instrument, mais cosigne les musiques de la plupart de ses succès. « Je me souviens, quand Jean Millaire est arrivé dans Corbeau, il avait demandé: "Qui fait les mélodies?" J'avais répondu: "De quoi tu parles?" Il m'a fait comprendre qu'il voulait savoir qui trouvait l'air des chansons. Ben c'était moi! Et c'est là que j'ai appris que j'étais musicienne! »

À quoi attribuer son silence discographique des dernières années, alors que son cinquième et plus récent album, *Turquoise*, remonte à 2005? Marjo évoque sa crainte de se répéter, mais aussi l'absence de Jean Millaire, son ancien amoureux, avec qui elle a créé ses quatre premiers disques en solo. « C'est comme si j'avais perdu un morceau de moi en cours de route », laisse-t-elle tomber dans un rare moment de fragilité. « Les gars [ses musiciens]

me donnent parfois des musiques, mais ce ne sera jamais Jean. C'est Jean qui me manque. »

Martin Dubreuil, acteur et tambouriniste kamikaze au sein du groupe Les Breastfeeders, raconte les digues qu'a fait sauter Corbeau dans sa tête. « J'avais une dizaine d'années, je regardais un de leurs *shows* à la télé et je me rappelle comme si c'était hier de l'effet que Marjo a eu sur moi. Avec son t-shirt-camisole lousse pas de brassière, son assurance sauvage et sa spontanéité, elle me donnait peut-être ma première leçon de punk rock. »

Punk, Marjo? Elle n'a pas peut-être pas écouté les Sex Pistols, mais la femme qui, vendredi, terminait son spectacle dans un chandail noir complètement transparent, laissant parfaitement voir son soutien-gorge, pourrait facilement reconduire tous les faux rebelles jusqu'à leur lit. « Celle-là, c'est pour vous autres, les filles. Tenez-vous deboutte! », hurlera-t-elle, avant la très *carpe diem Amoureuse*.

En 1979, il y a près de quarante ans, Marjo créait avec Pierre Harel et Jean Millaire la première chanson de sa vie, *Cash moé*, dans laquelle elle proclame: « De l'amour, j'en peux pus. »

« Je me souviens de Harel qui me demande: "Tu veux vraiment dire ça? De l'amour, j'en peux pus?" À cette époque-là, c'était ça que je pensais, alors que maintenant, j'en veux, de l'amour. Faque maintenant, je chante "De l'amour, j'en veux plussss!" » Pourquoi? « Parce que sinon, ce ne serait pas vrai! »

Le 13 juin à 21h à la scène Bell de la place des Festivals et le 6 juillet à 20h au Festival en chanson de Petite-Vallee.

**Résultats des tirages du : 2018-06-09**

<b>649</b>	19 25 31	26 compl.
	36 46 47	

+ 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$  
57123422-01  
Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$

**Québec 49**

09 10 29	31 compl.
30 36 49	

**Extra** 6115304

---

**Résultats des tirages du : 2018-06-08**

**Résultats complets sur lotoquebec.com**

Prochain gros lot (approx.): 35 000 000 \$

**Extra** 1741014

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

**Congédié?**

Voyez

**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545



Les chiffres établissent à 400 milliards la valeur du marché de l'emballage, dont 60 % est destiné à l'alimentation. JACQUES NADEAU LE DEVOIR

# Abandonner le plastique, oui. Mais pour quoi?

Omniprésent dans l'emballage des produits, le plastique s'est hissé au sommet des menaces à l'environnement. De rares gouvernements commencent à bannir certains produits à usage unique. Abandonner le plastique, oui, mais par quoi le remplacer? Des designers affirment que ce souci est bien peu à l'ordre du jour des fabricants, voire pas du tout.

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

## E

n 2010, l'entreprise québécoise Naya a lancé une bouteille d'eau faite à 100 % de plastique recyclé, puis a modifié son volume pour qu'elle contienne 100 ml d'eau supplémentaire avec la même quantité de plastique. Résultat: l'embouteilleur a réduit de 16 % ses émissions de GES et de 17 % la masse de ses produits.

Aujourd'hui, la bouteille d'eau non réutilisable fait partie des bêtes noires des écologistes, mais à l'époque, l'effort était avant-gardiste.

Avant 2015, les produits achetés en ligne au groupe Aldo étaient ensachés dans un plastique oxo biodégradable, non recyclable, doublé de papier bulle en plastique, honni des bacs. Aujourd'hui, finies les bulles, les chaussures glanées sur Internet arrivent dans un sac 100 % recyclable, issu à 40 % de matière recyclée.

### L'empreinte, quelle empreinte?

Les temps changent, les mentalités aussi, mais pas aussi vite qu'on le souhaiterait. Car ces deux entreprises et une poignée d'autres font bande à part dans le grand monde de l'industrie. Très souvent, l'empreinte carbone et l'analyse du cycle de vie de l'emballage de leurs produits ne font tout simplement pas partie des priorités des fabricants, déplore Sylvain Allard, directeur du programme de design graphique à l'UQAM et spécialiste de l'emballage. « Il n'y a pas de vision globale dans la plupart des entreprises. On roule encore avec la vision que le plastique est recyclable, que ça règle tout. Or, si le plastique n'est pas recyclé, on n'a rien gagné. Si on l'envoie à l'autre bout du monde, en Chine, il y a une empreinte carbone qui vient annuler tous nos efforts », affirme cet observateur.

Il déplore que la dimension écologique soit rarement prise en compte dans la conception des emballages. « Le plastique est une matière extraordinaire, peu coûteuse, mais il n'a une logique que si on l'utilise plusieurs fois, sinon c'est une catastrophe écologique pour l'environnement. La vraie solution, c'est la réduction », croit-il.

Pourtant, la réduction ne semble pas à l'ordre du jour, à en croire les chiffres qui établissent à 400 milliards la valeur du marché de l'emballage, dont 60 % est destiné à l'alimentation. La mondialisation favorisant le transport de produits venus des quatre coins de la

planète a fait bondir le volume d'emballages produits.

En sus, le secteur alimentaire demeure hautement frileux à l'idée d'utiliser du plastique recyclé, pour des raisons sanitaires, craignant la contamination. « Ça frôle la paranoïa plus que la science, car Naya utilise du plastique recyclé à 100 % pour embouteiller son eau », déplore Sylvain Allard.

### De petits pas

Mais de petits pas sont franchis au Québec, notamment par l'entremise d'Éco Entreprises Québec (EEQ), l'organisme qui représente l'industrie, gère et perçoit les redevances payées par les entreprises pour financer le coût de la collecte sélective associée à la récupération de leurs contenants, emballages et imprimés.

Parmi ces mandats, l'EEQ a aidé depuis 2005 quelques compagnies à rendre leurs produits ou emballages plus écoresponsables, en augmentant la part de leur contenu recyclé ou en diminuant leurs poids. Parmi celles-ci, Cascades, Lavo, Aldo, Metro, Les Biscuits Leclerc et la fromagerie L'Ancêtre, qui ont notamment réduit la masse de leurs contenants et, dans la foulée, leurs coûts de transport.

Malgré tout, le gros des efforts vise encore à réduire l'indésirable... mais pas à le remplacer. « C'est déjà bien de limiter le plastique, mais il faut aller plus loin et réfléchir à des solutions de remplacement », croit Sylvain Allard.

### Écoemballages

Les solutions de remplacement au plastique tous azimuts existent, mais sont encore boudées par l'industrie. On sait maintenant que des bioplastiques, ou végéplastiques, peuvent être fabriqués à partir de plantes comme le soya, d'algues ou de féculé de maïs, comme c'est le cas pour les sacs compostables utilisés pour les déchets de table.

« La filière du plastique compostable reste encore peu exploitée. C'est plus facile pour les compagnies de continuer à faire ce qu'elles font depuis toujours. Si un végéplastique coûte 3 ¢ de plus par emballage, la logique économique l'emporte. C'est pour cela qu'il faut commencer à penser à des taxes ou à des consignes sur le plastique », croit Sylvain Allard. En fait, la première question à se poser, dit-il, serait: « A-t-on vraiment besoin d'un emballage? »

### L'emballage intelligent

Pourtant, ce n'est pas l'imagination qui manque pour repenser la fonction même des emballages. Lors des projets Packplay, concours de propositions d'écoemballages orchestré en 2014 et en 2017 par l'École de design de l'UQAM et d'autres partenaires, des étudiants de 19 universités ont avancé des solutions étonnantes. Notamment pour valoriser des résidus de l'industrie agricole et faire en sorte que les contenants ne soient plus de simples objets passifs voués aux ordures.

**Le plastique est une matière extraordinaire, peu coûteuse, mais il n'a une logique que si on l'utilise plusieurs fois, sinon c'est une catastrophe écologique pour l'environnement. La vraie solution, c'est la réduction.**

SYLVAIN ALLARD, DIRECTEUR DU PROGRAMME DE DESIGN GRAPHIQUE À L'UQAM



Sylvain Allard rappelle notamment le projet d'une étudiante qui a conçu un tofu glacé présenté dans un contenant fait de soja, entièrement comestible, servant de barquette. « Une fois mangé, ce produit ne laissait aucun résidu! », explique M. Allard.

D'autres idées lumineuses, dont des boîtes de riz en carton recyclé, dotées d'un couvercle cartonné faisant office de tasse à mesurer, ont été présentées. Comme, aussi, ces crèmes cosmétiques contenues dans des pots d'argile qui, une fois mouillés, se muent en masque de beauté, ou dans des pots en cire d'abeille, appelés à devenir des bougies. On a même trouvé une solution au fléau des contenants de la restauration rapide, souvent non recyclables, avec une coque faite de cellulose compostable, pouvant servir d'engrais dans les jardins ou de nourriture aux animaux de ferme.

### Peu d'emprise

Même si les idées fusent sur les tables à dessin, plusieurs designers industriels estiment que leur influence sur les choix des fabricants est plutôt limitée. « On arrive à la fin du processus, quand tout est décidé », estime Élise Cropsal, directrice de création et designer graphique chez LG2. « La question de l'emballage est intimement liée à la chaîne de production et doit être prise en compte au tout début du processus de fabrication. »

L'élan pour inclure des designers en amont de ces processus est encore peu présent, dit-elle, mais de rares firmes commencent à développer des expertises en écoconception.

Stéphane Allard place cependant beaucoup d'espoir dans la jeune génération de designers, beaucoup plus sensible aux enjeux environnementaux. « Ils ont un regard très critique sur l'industrie », dit-il.

Mais en définitive, croit-il, il reviendra aux gouvernements de forcer la main aux compagnies qui continuent de boudier les matières compostables ou perpétuent l'usage des plastiques non recyclables. « Les citoyens apportent leur contribution depuis longtemps en faisant de la récupération dans leurs bacs, les designers tentent de faire mieux, c'est maintenant aux décideurs d'agir. »

## Avenue emballante

Diane Leclair Bisson, designer industrielle qui gère sa propre entreprise de design, explore depuis plus de 20 ans l'avenue des produits compostables ou comestibles et se désespère du peu d'intérêt des fabricants pour des contenants écoresponsables.

Couronnée de prix, la pionnière a orienté ses recherches dès les années 2000 vers les produits compostables, biosourcés ou comestibles. Bols en gelée d'agar-agar entièrement biodégradables, pailles et cuillères comestibles, « bulles de saveur » en gelée, contenant champagne, spiritueux ou jus sucrés: ces créations audacieuses de contenants prêt-à-manger l'ont fait connaître sur plusieurs continents.

« J'utilise les aliments comme substituts au plastique depuis près de 20 ans. Un de mes projets, un contenant comestible empli de jus et d'une paille faite d'un craquelin destinés aux enfants, se retrouve même aujourd'hui dans un musée. Mais les entreprises d'ici ne souhaitent pas changer de matière, personne ne m'a appelée pour les commercialiser. J'ai l'impression de prêcher dans le vide! »

Et pour cause, faute d'intérêt, ces prototypes de cuillères comestibles n'ont jamais pu être produits au Québec à grande échelle. Ce sont plutôt des promoteurs venus d'Inde qui écoulent maintenant par milliers cet objet dans leur pays pour remplacer les cuillères de plastique jetables.

Selon la designer industrielle, les emballages « dits » biodégradables ou compostables sont aujourd'hui souvent un leurre apposé sur les emballages pour faire plaisir aux consommateurs. « Pour être biodégradable ou compostable, il faut que l'emballage se retrouve dans un milieu régulé et contrôlé, ce qui n'existe à peu près pas dans notre contexte nord-américain. Si on achète du plastique bio, sans avoir les solutions pour le traiter, on ne résout rien », pense-t-elle.

Diane Leclair Bisson a développé au fil des ans des urnes funéraires faites de matériaux naturels, et même de glace pour des urnes éphémères, en collaboration avec l'entreprise funéraire Memoria. Après des années de recherche et développement, la compagnie lancera bientôt des urnes entièrement biodégradables qu'elle a conçues.

« C'est un très beau projet, mais ça ne touche que le Québec. Si on veut s'attaquer à un problème environnemental crucial à l'échelle planétaire, il faut viser à transformer des produits de consommation qui touchent des millions de personnes, comme les contenants d'alimentation rapide ou les pailles. Si on pouvait se tourner vers des produits biosourcés, biodégradables et compostables, cela aurait un impact exceptionnel. »



Deux idées récompensées lors des projets Packplay: une coque faite de cellulose compostable à utiliser en restauration rapide et des crèmes contenues dans des pots d'argile qui, une fois mouillés, se muent en masque de beauté. PACKPLAY

## III SOMMET DU G7

## Trump torpille ses meilleurs alliés

Donald Trump a qualifié de « faible et malhonnête » le premier ministre Justin Trudeau à l'issue du sommet du G7. L'expression est drôlement bien choisie. Il suffirait que le président américain tourne le miroir vers lui-même pour qu'elle soit juste.

En effet, Donald Trump n'a jamais paru aussi faible et malhonnête qu'au sommet du G7. Après avoir donné son accord à la signature d'un communiqué commun, il s'est désolidarisé des six autres leaders des principaux pays industrialisés en raillant le premier ministre Trudeau. Celui-ci aurait commis un impair en réitérant son intention de riposter à l'imposition déloyale de tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium. Le Canada ne se laissera pas intimider par les actions belliqueuses du pyromane de la Maison-Blanche. Le gouvernement Trudeau est dans son droit de riposter et de profiter de la tribune du G7 pour signifier son profond désaccord à l'égard des pratiques commerciales erratiques des États-Unis. Qu'y a-t-il de mal à profiter d'une tribune internationale, en sol canadien de surcroît, pour le clamer haut et fort et réaffirmer son intention d'imposer à son tour des sanctions?

Ces tarifs, imposés au nom de prétendus impératifs de « sécurité nationale », n'ont aucun sens. Le Canada ne présente aucune menace pour les États-Unis. Il s'agit de son deuxième partenaire commercial en importance avec des échanges annuels évalués à près de 674 milliards en 2017. Quelque neuf millions d'emplois aux États-Unis dépendent des relations commerciales avec son voisin du nord. S'il y a une menace, elle vient des périls de guerres commerciales sur tous les fronts comme celles menées actuellement par les États-Unis.

Les explications fournies par Washington au lendemain de la volte-face de Donald Trump n'ont guère plus de cohérence que la décision d'imposer des tarifs douaniers. Le principal conseiller économique du président, Larry Kudlow, a indiqué que Donald Trump n'avait pas le choix de torpiller les efforts du G7 parce que Justin Trudeau l'a trahi, en le plaçant en position de faiblesse à deux jours du sommet nord-coréen. Du grand n'importe quoi, comme à l'habitude avec le locataire de la Maison-Blanche, dont la spécialité est de repousser toujours plus loin les limites de l'incohérence et de l'immoralité.

Depuis son élection, Donald Trump est en position de faiblesse permanente à l'échelle internationale. Sa promesse de faire passer « l'Amérique en premier » se traduit par le retour en force de politiques isolationnistes en net décalage avec la réalité moderne. L'expansion du commerce international et la signature d'accords de coopération économique ont mené à une situation d'interdépendance accrue des économies mondiales. Le protectionnisme économique, qui va souvent de pair avec le populisme politique, offre une réponse à courte vue aux problèmes réels engendrés par la mondialisation.

Les querelles commerciales entre le Canada et les États-Unis sont le symptôme d'un mal plus grand. On assiste à un travail de sappe des valeurs de coopération et de la primauté du droit international, a fait remarquer le président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Canada, Perrin Beatty. Dans une certaine mesure, Donald Trump a profité de la tribune du G7 pour affaiblir davantage les piliers de l'ordre mondial mis en place au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Sa suggestion de réintégrer la Russie dans le G7 témoigne de la piètre importance qu'il accorde à ces instances. Les conditions qui présidaient au moment de l'expulsion de la Russie du G8 n'ont pas changé d'un iota : elle occupe toujours la Crimée en contravention du droit international, et c'est sans parler de l'ingérence du Kremlin dans l'élection présidentielle de 2016.

En traitant mieux les régimes hostiles aux gouvernements occidentaux que ses alliés, Donald Trump envoie le message à la Russie et à la Chine qu'elles ne rencontreront aucun obstacle dans leurs ambitions de rayonnement et d'influence géostratégique. Pour le Canada et ses alliés, l'heure est à la patience. Ils doivent se rappeler que leur relation historique avec les États-Unis est plus durable que la présidence de Trump, et redoubler d'efforts dans leur défense des instances de coopération internationale.

## LIBRE OPINION

## L'enjeu de la privatisation de la SAQ n'est pas idéologique

FRÉDÉRIC LAURIN  
PROFESSEUR D'ÉCONOMIE À L'UQTR, AUTEUR D'OU SONT LES VINS ? LE PROBLÈME DE LA DISTRIBUTION DES VINS ET DES ALCOOLES AU QUÉBEC (HURTUBISE 2009) ET COAUTEUR DE L'ÉTUDE MONOPOLE INC.

Le débat sur l'avenir de la Société des alcools du Québec (SAQ) a refait surface avec l'annonce presque simultanée de la Coalition avenir Québec et du Parti libéral du Québec de revoir le modèle d'affaires de la société d'État s'ils se font élire en octobre prochain. La CAQ propose de mettre fin au monopole de la SAQ, pour permettre un meilleur accès aux produits, tandis que le PLQ entend réaliser une étude afin de rendre le système de distribution des vins et des alcools plus efficace, peut-être à travers une privatisation totale ou partielle.

Campagne électorale oblige, le débat a vite pris une tournure idéologique. Selon le leader parlementaire du PQ, Pascal Bérubé, cette question « n'est pas pragmatique, c'est idéologique ». Michel David, dans sa chronique du *Devoir* du

2 juin, analyse le débat à travers ce prisme idéologique, en contrastant les positions de l'Institut économique de Montréal (IEDM) — un *think tank* résolument de droite — avec celles de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) — un *think tank* résolument de gauche.

Or, la vraie problématique n'est pas idéologique. C'est à la base une question de plaisir du vin et de diversité!

Depuis de nombreuses années, je fais la proposition suivante : une libéralisation partielle du marché des vins et alcools au Québec, permettant à des petites boutiques de vins et d'alcool de pouvoir venir faire concurrence à la SAQ. L'objectif est de compléter l'offre de produits par de petits « cavistes », soit de boutiques dynamiques et spécialisées, qui sauraient offrir aux consommateurs québécois des produits typiques et originaux.

Attention à la confusion des mots ici. Il ne s'agit pas ici d'une « privatisation », soit la vente de la SAQ, une société publique, à des intérêts privés. Elle demeurerait une société d'État et ne disparaîtrait pas : elle



## LETTRES

## Quatre questions à Jean Chrétien

Dans une entrevue réalisée par *Le Devoir* en lien avec la sortie d'un documentaire à Radio-Canada sur ses meilleurs souvenirs en politique, Jean Chrétien explique qu'il a pris beaucoup de plaisir à se raconter. Mais l'on peut être assuré qu'il ne racontera pas tout, ou du moins qu'il saura en oublier ou en corriger à sa façon des parties, ce que soit sur octobre 1970 ou sur les expropriations du parc Forillon dans la même année, ou encore sur l'aéroport de Mirabel entre 1969 et 1975 et sur la commission Gomery en 2004. Dans le cas d'octobre 1970, Chrétien oubliera certainement de parler des 435 Québécois emprisonnés sans jamais être accusés et en recourant à des techniques de torture psychologique, dont Gerald Godin et Pauline Julien [...]. Tout cela pour créer la peur chez les Québécois et ensuite essayer par tous les moyens possibles de les manipuler, comme il l'a fait avec la grande manifestation de la supposée sympathie des *Canadians* en 1995. Quant à l'expropriation [...] des 225 cultivateurs de Forillon, alors qu'il était ministre responsable,

ceux-ci ont non seulement été expropriés pour une bouchée de pain, mais ils ont dû évacuer leur maison en vitesse et en pleurant alors que ses fonctionnaires y mettaient déjà le feu.

Pour ce qui est de l'aéroport de Mirabel, toutes les études québécoises (sauf celle de Benjamin Higgins de l'Université McGill commandée et réalisée en quatre jours) avaient démontré que sa construction à cet emplacement loin de Montréal et des besoins de la population, allait contre toute logique économique et géographique. Aéroport sur des terres expropriées de la même façon barbare qu'à Forillon et qui nous a coûté plus de deux milliards de dollars (d'aujourd'hui) pour rien, tout en ne nous laissant finalement que l'aéroport Trudeau, qui ne pourra que continuer à être congestionné et à multiplier le bruit incessant pour une bonne partie des Montréalais. Terminons avec la commission Gomery qui s'est vue obligée de le blanchir alors qu'il était le grand patron d'une des plus grandes magouilles canadiennes de détournement de fonds publics pour tuer les espoirs d'un très grand nombre de Québécois. Puisque les acteurs qui travaillaient directement pour lui ont tous pris le blâme sur leurs épaules. À moins que, finalement, il avoue avoir été manipulé ou n'avoir rien vu

comme un triple idiot. Et l'on pourrait continuer ainsi en se demandant comment fait le temps pour faire oublier la bêtise humaine, mais aussi, comme le dirait Voltaire, en espérant qu'il en reste toujours quelque chose.

Pierre-André Julien,  
professeur émérite, UQTR  
Le 4 juin 2018

Bravo au *Devoir*

D'abord, concernant *La Presse* dont je suis un fidèle lecteur comme du *Devoir* d'ailleurs, pour votre prise de position attendue et parfaitement conforme aux objectifs de liberté des médias qui sont les miens. Ceux qui font un procès d'opinion à ce journal avant de donner leur accord à une formalité législative se déshonorent et n'auront pas beaucoup de crédibilité à l'avenir pour défendre la liberté de la presse. Puis pour cette nouvelle signature du *Devoir* cette semaine. Vous dites « ... attachement du *Devoir* à son édition imprimée, un produit de niche pour lequel les lecteurs et lectrices sont prêts à payer le juste prix » et je vous appuie totalement. Bonne continuation.

Gérard Deschênes  
Longueuil, le 7 juin 2018

gérer plus d'un certain nombre de références, pour des raisons de coûts et de logistique. Malgré les apparences, elle limite donc la diversité de produits pour l'ensemble du Québec, puisque c'est un monopole. Ce sont des milliers de produits à travers le monde que nous ne pouvons pas déguster au Québec. [...]

J'ai rencontré un très grand nombre de producteurs européens et, à l'évocation de la SAQ, c'est toujours la même réaction : colère, frustration et incompréhension. Ils ne conçoivent pas pourquoi leurs bons produits, pourtant appréciés par de nombreux touristes québécois, ne pourraient être vendus au Québec. La SAQ agit comme un goulot d'étranglement de la diversité.

Est-ce de droite ou de gauche de pouvoir déguster au Québec ses délicieux produits non offerts par la SAQ? [...]

Est-ce de droite ou de gauche de souhaiter l'authenticité d'un service plus personnalisé, informé et spécialisé, sachant partager le plaisir et les connaissances? [...]

Puisque c'est une libéralisation partielle, la SAQ risque certes de perdre quelques parts de marché,

mais non la totalité. Elle continuera à verser des revenus importants au gouvernement, d'autant plus que la concurrence amènera la SAQ à devenir plus performante, plus efficiente et plus proactive, avec peut-être des prix plus abordables. Quant aux revenus perdus, ils peuvent être retrouvés par une taxation adéquate. C'est le cas pour la cigarette : nul besoin d'un monopole pour assurer un contrôle des ventes et des revenus de taxation. [...]

La gauche et la droite s'emparent du dossier de la SAQ puisque, étant une société d'État, c'est un marqueur de ce clivage idéologique. Mais la distribution des vins et des alcools, en soi un marché assez banal, ne devrait être l'objet d'un débat doctrinal. Ce n'est ni un service essentiel (éducation, santé), ni un actif économique stratégique (Hydro-Québec), ni le fruit précieux de la Révolution tranquille (le monopole date des années 1920). Et il n'y a aucune théorie économique pour justifier un monopole du vin, comme c'est le cas pour l'électricité. [...]

L'enjeu réel, comme économiste et épïcure, c'est le plaisir de la dégustation et la diversité!

## III RÉUSSITE SCOLAIRE

# Le gouvernement est loin de la note de passage

ÉGIDE ROYER  
PROFESSEUR À LA FACULTÉ  
DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION  
DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

En mars 2017, je proposais une grille pour permettre d'évaluer la politique québécoise (alors à venir) de la réussite éducative. Lors de son dépôt, en juin 2017, j'ai accordé, en utilisant cet instrument, une note de 8/10 au projet proposé par le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx. Nous étions d'ailleurs nombreux à manifester, à la lecture de ce document, un optimisme bien réel, quoique prudent. Une année plus tard, le moment est venu de refaire l'exercice à la lumière des décisions qui ont réellement été prises et des actions qui ont effectivement été faites.

Les directives de corrections sont demeurées les mêmes que celles utilisées en 2017 : j'ai accordé une note variant de 0 à 1 à chacune des 10 mesures suivantes, selon qu'elle a fait ou non l'objet d'une décision ou d'une action gouvernementale.

**1.** Le gouvernement a décidé qu'il fallait cesser d'improviser en éducation : il a procédé à la création d'un Institut national d'excellence en éducation, un organisme indépendant qui devient la référence en ce qui a trait aux pratiques exemplaires qui reposent sur des données probantes.

Note obtenue : 0

**2.** Le gouvernement a reconnu que la majorité des enfants vulnérables ne vivent pas en milieu défavorisé : il a pris la décision d'offrir, d'ici 2022 la maternelle 4 ans à tous les jeunes Québécois.

Note obtenue : 0,25 (pour l'augmentation du nombre de places en maternelle 4 ans dans des milieux défavorisés)

**3.** Le ministre de l'Éducation a ciblé la littératie comme un élément fondamental de la réussite scolaire : il a décidé d'assurer, entre autres, un suivi systématique aux lecteurs débutants et d'offrir rapidement une intervention professionnelle à ceux qui éprouvent des difficultés.

Note obtenue : 1

**4.** Le gouvernement a affirmé clairement que la qualité de la langue et du dossier scolaire des candidats à la profession d'enseignant n'était plus négociable : il a décidé d'en faire une exigence d'admission au baccalauréat en enseignement.

Note obtenue : 0

**5.** Le ministre de l'Éducation reconnaît officiellement que l'enseignement est une profession. Il a décidé que sa pratique deviendrait encadrée par deux ordres professionnels : celui des enseignants et celui des orthopédagogues.

Note obtenue : 0,25 (pour le soutien accordé à la demande des orthopédagogues de créer un ordre professionnel)

**6.** Le gouvernement a reconnu la sous-scolarisation des jeunes adultes québécois, particulièrement celle des hommes francophones. Le ministre a donc pris des mesures pour accorder une attention particulière aux difficultés scolaires des garçons et valoriser la présence de modèles masculins de réussite, particulièrement en littératie.

Note obtenue : 0,25 (Pour les activités annoncées pour les jeunes en diffi-



Faire fi des pratiques exemplaires en éducation a un coût humain, rappelle l'auteur.  
ÉRIC FEFFERBERG AGENCE FRANCE-PRESSE

culté en lecture, très majoritairement des garçons)

**7.** Le ministre constate des taux nettement trop faibles de diplomation chez les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. Il a révisé la politique en adaptation scolaire et a déposé un plan d'action pour 1) déterminer un plancher garanti de services professionnels, 2) assurer les mesures de prévention et l'intervention précoce en adaptation scolaire, 3) augmenter obligatoirement la formation des enseignants et 4) remplacer l'approche catégorielle (l'exigence d'un diagnostic) pour octroyer le financement et offrir les services adaptés.

Note obtenue : 0,25 (pour les mesures assurant des services professionnels minimaux dans toutes les écoles, indépendamment du nombre d'élèves inscrits)

**8.** Conscient de la confusion qui existe entre les termes diplomation et qualification, le ministre a décidé que dorénavant l'indicateur reconnu au Québec pour évaluer l'évolution de la diplomation au secondaire sera la proportion d'une cohorte d'élèves qui obtiennent, avant l'âge de 20 ans, un diplôme d'études professionnelles (DEP) ou un diplôme d'études secondaires (DES).

Note obtenue : 1

**9.** Le gouvernement a reconnu que la société québécoise doit communiquer aux jeunes et à leur famille des attentes élevées quant à la réussite éducative. L'âge de fréquentation scolaire obligatoire a donc été haussé à 18 ans ou l'obtention d'un des diplômes du secondaire.

Note obtenue : 0

**10.** Le ministre a pris la décision que toutes les écoles doivent dorénavant contribuer à la réussite éducative de tous les élèves. Il a donc fait obligation aux écoles privées et aux écoles publiques à projets pédagogiques particuliers d'adopter une politique inclusive d'admission, respectueuse de la proportion des élèves québécois (20 %) handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.

Note obtenue : 0  
Résultat total : 3/10

## Interprétation et commentaires

Les décisions qui ont été prises et les actions qui ont été faites par ce gouvernement sont insuffisantes pour lui permettre d'atteindre la note de passage. (1) La présente administration est retombée dans les mêmes ornières que les précédentes : faire toujours encore plus de la même chose, évitant d'agir sur un nombre suffisant des leviers reconnus parmi les plus importants par les meilleurs systèmes éducatifs. Le Québec ne devra pas se surprendre d'obtenir de nouveau les mêmes résultats et de continuer à accuser le même « déficit éducatif ».

Si la tendance des décisions ministérielles se maintient d'ici la rentrée de septembre, et cela me semble probable, les hésitations, l'indécision et la grande sensibilité de ce gouvernement aux pressions des groupes d'intérêt contribueront ainsi, une fois de plus, à l'échec scolaire et à la sous-scolarisation, pourtant évitables, de plusieurs milliers de jeunes Québécois. Faire fi des pratiques exemplaires en éducation a en effet un coût humain : pour plusieurs enfants, adolescents et jeunes adultes, il continuera à être malheureusement bien réel.

(1) **Note de 8 à 10 :** de très bon à excellent. La situation de la réussite éducative au Québec est vraiment susceptible de s'améliorer d'ici cinq ans ; le taux de diplomation après 6 années passées au secondaire rejoindra probablement, d'ici 2025, celui des meilleurs systèmes éducatifs d'Amérique du Nord.

**Note de 5 à 7 :** de faible à passable. Le taux de diplomation (DEP + DES) après sept années au secondaire) continuera à augmenter lentement et va très probablement demeurer, compte tenu de l'écart actuel, inférieur à celui des meilleurs systèmes éducatifs nord-américains.

**Note de 4 ou moins :** insuffisant. L'épreuve devra être reprise.

## Le premier ministre recadré

LOUISE BEAUDOIN



Le 5 mars à Paris, aux côtés d'Emmanuel Macron, Philippe Couillard, visiblement réjoui, annonçait que le président avait accepté son invitation à s'adresser à l'Assemblée nationale, tout comme Nicolas Sarkozy et François Hollande.

« Ce sera un grand moment, le moment où vous viendrez vous adresser aux représentants du peuple québécois. » Il y voyait la « manifestation d'une amitié profonde » entre les peuples français et québécois. Faut-il en conclure *a contrario* que l'annulation de sa visite à Québec consacre un recul de l'influence du Québec vis-à-vis de Paris et au sein du triangle formé avec Ottawa ? Un rééquilibrage commencé depuis 2014 et l'élection du Parti libéral du Québec ?

Avec un peu d'imagination, Emmanuel Macron aurait facilement pu invoquer des raisons de sécurité, mais la conseillère générale de France à Québec a démenti cette hypothèse dans *Le Soleil* du 31 mai.

Cherchons donc ailleurs. Dans son agenda, nous dit-on.

Oui, le président français a un horaire bien rempli. Un horaire présidentiel, quoi ! Mais les choix d'agenda sont éminemment politiques. Il est éclairant de constater, à cet égard, que la République, convertie à la monarchie, a opté pour une rencontre avec la gouverneure générale du Canada ainsi qu'une autre avec les Français établis à Montréal plutôt qu'avec les députés de l'Assemblée nationale du Québec ! Cela, en ramenant le volet bilatéral québécois à sa plus simple expression, qui plus est à Montréal et non à Québec, dans la capitale nationale, pourtant décrétée par la loi comme lieu de ce type de rencontres.

En outre, au cours des derniers mois, Québec n'a pas su convaincre Paris de la nécessité de reconduire sa candidature, Michaëlle Jean, au poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, et ce, bien que le premier ministre se soit entretenu avec le président à ce sujet, début mars et à nouveau jeudi dernier. Emmanuel Macron a ainsi infligé une rebuffade au Québec, en annonçant fin-mai qu'il soutiendrait la potentielle candidate rwandaise Louise Mushikiwabo. Décision réitérée en conférence de presse à Montréal, en présence même de notre premier ministre.

Certes, le courant passe entre les quadragénaires Trudeau et Macron et, pour le président français, il y avait, ne serait-ce que du point de vue de l'image, plus à gagner à se lier avec la *rockstar* de l'égoportrait qu'avec le cérébral docteur. De tous les présidents français, le leader d'En Marche est le premier à être né après le « Vive le Québec libre ! » de De Gaulle et, sans l'ombre d'un doute, celui qui connaît le moins le Québec. De ce fait, les compteurs s'étaient remis à zéro et il faut blâmer le gouvernement du Québec de n'en avoir pas fait plus pour conserver son « avantage concurrentiel » historique.

Avant même l'élection d'Emmanuel Macron, Québec avait perdu de précieux points en France. Qu'on se rappelle la visite ratée de Manuel Valls, premier ministre socialiste, en octobre 2016, pendant laquelle on avait pu constater qu'il y avait déjà pas mal d'eau dans le gaz : ne serait-ce que par les interférences, constamment repoussées jusque-là au plus haut niveau en France et au Québec, de l'ambassadeur de France à Ottawa dans cette relation encore « directe », mais de moins en moins « privilégiée ».

Aucun premier ministre québécois, ni Jean Charest ni, bien sûr, les premiers ministres issus du Parti québécois, n'avait accepté jusqu'à maintenant de s'éloigner, ne serait-ce qu'un instant, d'un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, ni de voir faiblir le lien politique du Québec avec un membre du G7, un pays actuellement au centre de l'Union européenne, compte tenu du contexte politique en Allemagne et en Italie, ainsi que du Brexit. Un pays qui, avec un PIB de près de 3000 milliards de dollars, constitue la 6<sup>e</sup> économie mondiale.

Mais doit-on réellement s'en étonner puisque la seule ambition du Parti libéral depuis quatre ans est de se comporter en gouvernement ultra complaisant face à Ottawa, gérant une province comme les autres, sans la conscience nationale qui a toujours habité ses prédécesseurs depuis la Révolution tranquille ? Or la politique étrangère d'un État n'est jamais que le prolongement de sa politique intérieure.

## III LETTRE À PHILIPPE COUILLARD

# Sauvez l'Académie des lettres du Québec

ÉMILE MARTEL  
PRÉSIDENT DE L'ACADÉMIE DES LETTRES  
DU QUÉBEC

Monsieur le Premier Ministre,  
J'ai un fils, Yann Martel, qui a posté très publiquement 101 lettres à un premier ministre. On en a, à l'époque, fait grand cas dans les médias. Pour ma part, je ne vous en ai adressé que deux ces derniers mois puis, comme je ne recevais pas de réponse, 51 — 51 ! — collègues de l'Académie des lettres du Québec vous ont signé le 13 mai une troisième lettre, rendue publique, celle-là ; comme président, je me suis joint à eux.

Cette lettre-ci ne vient pas du président de l'Académie des lettres du Québec. Elle vient de ce que l'on appelle « un simple citoyen », dont le fils a donné l'exemple d'un désir respectueux de dialogue avec le chef de son gouvernement.

On sait que vous êtes un lecteur, on dit que vous aimez la littérature. Vous en connaissez donc l'importance dans ce qui nous singularise, ce qui nous explique à nous-mêmes et au monde. C'est dans le numérique, certes, mais tellement dans l'écrit.

N'allez pas croire que je vais parler d'autre chose que du sort de l'Académie. Yann parlait à M. Harper du sort de son pays et du besoin qu'il avait d'un leadership éclairé, informé, sophistiqué, qui a lu et souhaite qu'on lise. La même courtoisie dont je n'ai pas manqué d'émailler les lettres que je vous ai faites, il l'a utilisée sans faille, mais sans réponse.

L'énergie que j'ai consacrée à vous présenter mon inquiétude en exposant les tenants et les aboutissants de la demande qu'on accorde à l'Académie des lettres du Québec une reconnaissance officielle, accompagnée d'un modeste viatique, ces lettres sont restées sans

réponse. Que dois-je faire pour qu'on en parle, vous et moi ?

C'est bien de la société québécoise qu'on parle, et d'un aspect de son avenir ancré dans son passé. C'est de culture qu'il s'agit. Et, quel que soit le titre de vos ministres, l'expérience d'une réunion récente avec celle qui est responsable de la culture nous prouve que c'est vraiment chez vous, sur votre table que cette affaire doit être traitée. C'est une affaire modeste, certes, mais c'est une affaire d'État.

Je prends l'audacieux risque de vous répéter la première phrase de ma première lettre, celle qui date du 11 octobre dernier : « Je ne peux commencer cette demande sans affirmer que ce qui est inutile est souvent nécessaire et ce qui est hors de prix peut parfois coûter très peu. C'est un simple citoyen qui vous présente cette demande. »

Avec mes respects et mes salutations distinguées.

**C'est une affaire modeste, mais c'est une affaire d'État**



# Ricardo jusque dans les cafétérias d'école

Une publicité cause un malaise dans une école de Longueuil

LISA-MARIE GERVAIS  
LE DEVOIR

Des affiches faisant la promotion d'une « journée Ricardo », où des plats du chef cuisinier sont au menu de la cafétéria, ont causé un certain malaise dans une école secondaire de Longueuil. Des enseignants se sont dits étonnés de voir qu'on y faisait la part belle à ses recettes et possiblement de la publicité gratuite pour l'homme d'affaires.

« Je me questionne. La publicité est, à la base, pour la cafétéria. C'est acceptable. Mais il s'agit d'une pub pour Ricardo par la bande. La publicité n'est-elle pas interdite dans les écoles? », a dit au *Devoir* un des enseignants de l'école Gérard-Filion, qui a voulu garder l'anonymat. « Dans un contexte où Ricardo, un chef cuisinier businessman, est déjà présenté comme un expert de la nutrition par Lab-École, ça me surprend de voir son visage placardé à la cafétéria et dans les salles de repas des élèves d'abord, et sur des feuilles plus grandes encore dans les salles de profs ensuite. »

Les affiches en question présentent « Les journées Ricardo » avec la photo du célèbre créateur culinaire, les photos des trois plats inspirés de ses recettes et le logo de Laberge Services Alimentaires (LSA). Elles ont été produites et installées à l'initiative de l'entreprise-traiteur qui gère la cafétéria et non de Ricardo Media, qui n'était pas au courant lorsque *Le Devoir* l'a contacté. Aucune entente n'a été conclue avec ce traiteur ni l'école, assure-t-on. « D'emblée, on sait que des garderies et des écoles utilisent les recettes de Ricardo et on n'a aucun problème avec ça. On est bien heureux et flattés, mais ça ne veut pas dire qu'il y a un crédit qui est accordé à la marque Ricardo », explique Nathalie Carbonneau, responsable des communica-

tions et du marketing. « Souvent, on n'est pas au courant quand les écoles reprennent nos recettes. »

Ricardo Media ne souhaiterait toutefois pas voir la photo du chef ou son logo repris pour le privilège d'une entreprise privée. « Qu'on utilise nos recettes pour nourrir les jeunes, aucun problème, mais qu'ils en fassent la promotion sur leur site, c'est autre chose. »

La Commission scolaire Marie-Victorin (CSMV) dit avoir donné son approbation au projet. Mais hormis les affiches, « aucune autre promotion de ces journées n'a été faite », a indiqué Annie Massicotte, porte-parole de la CSMV. Ces journées auraient été approuvées « dans un but de promouvoir la saine alimentation et d'encourager les élèves à manger à l'école, et non dans les restaurants avoisinants ».

## Lutter contre la malbouffe

Depuis 2013, les journées thématiques Ricardo ont lieu huit fois par année dans les neuf écoles où LSA gère la cafétéria de même qu'après de ses clients d'entreprise. L'entreprise fait sa propre promotion de l'événement en posant des affiches et fait tirer des cadeaux parmi ceux qui s'abonnent à son infolettre. « On a accès aux rabais d'entreprise de Ricardo et ça nous permet de faire un clin d'œil à notre clientèle et à nos usagers », dit Julie Laberge, cofondatrice et dirigeante, avec sa sœur, de l'entreprise qui a 16 ans d'existence. « Le jour où on fait la recette, on l'imprime, et l'objectif est de sensibiliser les gens à bien manger. » Il semblerait toutefois que ces journées thématiques Ricardo n'aient pas été publicisées auprès des parents de l'école Gérard-Filion.

Julie Laberge ne croit pas que ces journées thématiques constituent de la publicité à proprement parler. « Soyons sérieux, je ne pense pas que



L'affiche de la cafétéria  
LE DEVOIR

demain matin un élève de 2<sup>e</sup> secondaire va me dire « j'ai vu une recette de Ricardo à mon école et je vais m'abonner à son magazine ». Et si jamais il le faisait, ce serait tant mieux! On va peut-être encourager un futur cuisinier », dit-elle.

M<sup>me</sup> Laberge explique que son entreprise, qui a pour but de lutter contre la malbouffe et vise même devenir zéro déchet, doit batailler ferme pour se tailler une place dans ce milieu de gros joueurs. L'idée de ses journées thématiques Ricardo lui est venue alors qu'elle était déçue d'avoir perdu un gros contrat dans une école privée. « Je suis allée frapper à la porte de Ricardo pour savoir si j'avais sa permission pour cuisiner de ses recettes », raconte-t-elle. « Moi, je n'ai pas les moyens de

me payer Ricardo comme porte-parole, mais on nous a permis de cuisiner les recettes. »

En plus d'être bon coup marketing qui lui permet de se démarquer et de lui donner une certaine « crédibilité », c'est une façon d'encourager les créateurs d'ici, croit-elle. « On aime encourager Ricardo et on est en train de regarder ce qu'on pourrait développer avec Marilou [Trois fois par jour]. L'objectif, c'est d'encourager les gens de chez nous. »

## De la publicité pour enfants?

La Loi sur la protection du consommateur interdit la publicité destinée aux enfants de moins de 13 ans. Une publicité risque davantage d'être considérée comme s'adressant aux enfants si un ou plusieurs de ces critères s'appliquent, rappelle Charles Tanguay, porte-parole de l'Office de la protection du consommateur (OPC), à savoir si le bien ou le service peut les intéresser, si la conception de la publicité est enfantine et si le lieu ou le moyen de diffusion contribue à rejoindre les enfants.

« Dans le cas d'une école, il est clair que le lieu de diffusion vise les enfants, mais il reste à déterminer si le message vise les enfants », dit M. Tanguay. Dans le cas dont il est ici question, l'OPC ne peut se prononcer sans avoir mené une enquête en bonne et due forme, explique-t-il.

Un cas classique de condamnation pour publicité destinée aux enfants est survenu en 2009 : l'entreprise de petits gâteaux Vachon distribuait des desserts en forme de singe dans des centres de la petite enfance. Les gâteaux étaient accompagnés de livres d'histoire, de bons de réduction et d'autocollants à l'image de la marque de gâteaux. L'entreprise avait plaidé coupable aux accusations de publicité illégale destinée aux enfants déposées par l'OPC.

Avec Marco Fortier

**D'emblée, on sait que des garderies et des écoles utilisent les recettes de Ricardo et on n'a aucun problème avec ça. On est bien heureux et flattés, mais ça ne veut pas dire qu'il y a un crédit qui est accordé à la marque Ricardo.**

NATHALIE  
CARBONNEAU



# Croisade pour sauver un « joyau » de l'éducation

MARCO FORTIER  
LE DEVOIR

C'est le travail d'une vie. Un ouvrage décrit comme un « joyau unique ». Le *Dictionnaire actuel de l'éducation*, considéré comme une bible dans les facultés d'enseignement, est menacé de disparaître du patrimoine culturel québécois, faute d'éditeur pour en produire une version numérique.

Cette brique de 1554 pages a fait l'objet de trois éditions, dont une chez Larousse. L'auteur, le professeur émérite Renald Legendre, travaille depuis 12 ans sur une quatrième édition, mais il est au bout du rouleau. Au bord de l'épuisement.

Aucun éditeur ni aucun organisme subventionnaire ne veut financer la suite de ses recherches pour publier une quatrième édition — qui serait numérisée — de son *Dictionnaire actuel de l'éducation*. Cette indifférence du milieu intellectuel québécois est scandaleuse, estime Pierre Paradis, professeur retraité du Département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), qui a déjà collaboré à la rédaction de cet ouvrage.

« Je pars en croisade pour sauver ce joyau unique d'une mort certaine, dit M. Paradis. Je trouve honteux, voire scandaleux, que personne n'intervienne pour financer le *Dictionnaire actuel de l'éducation*. C'est un travail d'une très grande qualité scientifique qui s'en va possiblement aux oubliettes par faute de soutien financier. »

## Travail de moine

À 76 ans, Renald Legendre travaille jusqu'à 10 heures par jour sur cette quatrième édition. Mais il n'a aucune subvention pour embaucher du personnel de recherche. Depuis sa retraite il y a une douzaine d'années, il n'a plus de bureau à



À 76 ans, Renald Legendre travaille jusqu'à 10 heures par jour sur cette quatrième édition.  
MARIE-FRANCE COALLIER LE DEVOIR

l'Université du Québec à Montréal (UQAM), où il a consacré sa vie à l'enseignement de la pédagogie. Il a déménagé 14 000 documents dans son garage et dans son sous-sol, chez lui à Boucherville. Faute d'espace, il a dû envoyer 10 000 de ces documents au recyclage.

« Je me sens en *burn-out*. J'ai peut-être trop travaillé là-dessus dans les dernières années. Mon médecin m'a dit de me reposer et de me changer les idées », dit Renald Legendre.

Cet ouvrage de référence dans la francophonie a été publié la première fois en 1993 chez Larousse. Deux autres éditions

ont suivi chez Guérin Éditeur. La dernière édition remonte à l'année 2005.

Ce livre monumental recense 12 400 définitions sur les grands courants de pensée du dernier siècle en sciences de l'éducation. Les enseignants apprécient aussi les définitions de phénomènes qu'ils voient tous les jours en classe — dyslexie, déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité, etc. On trouve même une définition des « compétences transversales », ce concept issu de la réforme de l'éducation du début des années 2000...

Compte tenu de l'évolution de la recherche et des technologies, notamment

**Ce livre monumental recense 12 400 définitions sur les grands courants de pensée du dernier siècle.**

en intelligence artificielle, Renald Legendre estime qu'il devrait ajouter plus de 7000 définitions à son dictionnaire, pour en porter le nombre à 20 000. « Il est important de franciser le vocabulaire de la recherche. L'anglais gagne du terrain. Il y a de plus en plus de chercheurs québécois qui préfèrent publier dans des revues en anglais. Le Québec a été un précurseur en francisation, notamment par rapport à l'influence néfaste des Français, qui ont tendance à angliciser les termes », dit Renald Legendre.

Le *Dictionnaire actuel de l'éducation* fait encore partie des ouvrages cités dans le milieu de l'enseignement, mais il a besoin d'une nouvelle édition pour demeurer pleinement pertinent, estime Monique Brodeur, doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM.

« Notre collègue Renald Legendre a fait un travail remarquable, mais son travail a besoin d'être mis à jour », dit-elle.

Une version numérique serait essentielle. Mais cela coûte cher à produire, un dictionnaire en version numérique. L'éditeur Guérin dit qu'il n'a pas les moyens de produire cette quatrième édition du *Dictionnaire actuel de l'éducation*. Il a remis ses droits d'auteur à M. Legendre.

Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur n'a pas non plus de programme pour financer la publication du *Dictionnaire*, confirme un courriel transmis au *Devoir*.

Cet ouvrage devrait être au menu de l'Institut national d'excellence en éducation, que le ministre Sébastien Proulx projette de créer, estime le professeur Pierre Paradis. « L'accessibilité gratuite du dictionnaire dans un site Internet assurerait une survie inaltérable pour le futur. Y aura-t-il des commanditaires ou des mécènes advenant l'incurie et l'inertie persistante des ministères concernés? »

**LEDEVOIR**

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 1265, rue Berri, 8<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H2L 4X4 ☎ Berri-UQAM  
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30  
Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333  
Par courriel redaction@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3360

## Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-5967

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par courriel publicite@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3452  
Par courriel avisdev@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340  
Par courriel petitesannonces@ledevoir.com